La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1178** - août-septembre 2016

SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 2 Un tournant ?

L'eurocratie s'effondre parce que les populations constatent qu'elle a été bâtie sur des leurres. Il est temps d'inventer la démocratie (**M.-L. Duboin**).

• ACTUALITÉ

page 3 Après le Brexit ?

Le Brexit serait-il l'annonce d'un grand bouleversement mondial ? (**J.-P. Mon**).

page 6 Le carnaval des animaux

C'est dans le plus grand secret que la Commission européenne présente aux négociateurs du TTIP-TAFTA des propositions qui sont à l'opposé des déclarations officielles. L'ayant découvert, des citoyens réagissent en organisant de spectaculaires démonstrations (**M.-L. Duboin**).

page 10 Au fil des jours

De judicieuses réflexions, depuis celles de J-C Guillebaud, pour qui le chômage massif et les nouveaux codes sociaux font régner la peur qui durcit la société, jusqu'à celles du nouvel historien au Collège de France pour qui rôle de l'histoire est de déjouer les croyances, en passant par un constat : le commerce des armes remporte, sans conteste, un beau succès en France.

• RÉFLEXION

page 7 Chefs d'œuvre en péril

Une endocrinologue anglaise, fort réputée par ses travaux, B. Demeneix, fait état, dans son livre "Le cerveau endommagé", des menaces que les perturbateurs endocriniens font peser sur le développement du cerveau et la santé mentale, puis elle montre où se situent les difficultés pour y mettre fin (Présentation de son livre, **M.-L. Duboin**).

page 11 Debout pour une démocratie écologique

Reproduction d'un manifeste proposé par la commission "écologie et climat" de Nuit debout.

page 14

Contribution au débat ouvert par ce manifeste.

page 15 Violences

Les trois sortes de violence selon l'évêque Dom Helder Camara (**P. Vincent**).

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Un tournant ?

Et si le Brexit en Europe et le succès de D. Trump aux États-Unis étaient des manifestations, parmi bien d'autres, de la prise de conscience par les populations que les politiques menées dans les pays qu'on dit "civilisés" sont pour elles suicidaires ?

Le Brexit n'est pas un vote positif en faveur d'un projet d'avenir qui aurait enthousiamé les Anglais. C'est un vote négatif : le refus manifeste de continuer à subir des décisions, à se voir imposer des règles et appliquer des traités établis de façon arbitraire et dont les électeurs constatent que les conséquences sont pour une majorité d'entre eux le contraire de ce qui leur avait été promis.

De même, les discours outranciers de Trump, comme ceux de la famille Le Pen et de leurs semblables, ne séduisent pas les électeurs par des propositions constructives, ils n'en ont pas, la haine de l'autre n'en est pas une. S'ils plaisent par leur outrance c'est parce qu'ils se présentent de façon démagogique comme les porte-paroles de tous ceux que les politiques actuelles ont déçus, dégoûtés et désemparés.

En Italie, les élections récentes à Rome et à Turin ont manifesté la désapprobation de la réforme du marché du travail (dite "jobs Act") entreprise par le parti démocrate au pouvoir.

C'est une réforme semblable qui a soulevé en France tant de contestations que le gouvernement a du recourir à la force de l'article 49-3 pour faire passer sa "loi travaille et tais toi !".

L'"EUROCRATIE" S'EFFONDRE

L'UE a été fondée sur une prétendue "vérité économique", la politique de l'offre, cette absurdité selon laquelle l'objectif prioritaire doit être d'aider les entreprises à être toujours plus compétitives, parce que ce serait la recette infaillible pour produire le miracle d'une "croissance" dont les retombées certaines, ensuite, seront forcément salutaires pour tous.

C'est bercés par cette promesse que les peuples ont vu s'opérer dérégulations, libéralisations, exonérations décidées d'en haut, et qu'ils apprennent que c'est dans le plus grand secret que se préparent encore d'autres vastes ententes commerciales qui permettront aux entreprises multinationales d'empêcher les États de prendre toute mesure de protection de la santé ou de l'environnement qui pourrait limiter leurs bénéfices.

Ils ont donc attendu longtemps le miracle que "ceux qui savent" leur avaient annoncé.

Et à terme, ils constatent les conséquences de cette politique : la croissance qui en résulte c'est celle des inégalités, des violences et de la précarité.

Ces votes négatifs manifestent ce constat, mais ils ne proposent pas une politique alternative pour reconstruire ensemble la société sur d'autres bases, humaines cette fois.

Alors c'est le moment d'inventer enfin la démocratie…

Marie-Louise DUBOIN

Après le Brexit ?

«*Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut point entendre*», dit un vieux proverbe populaire. Il pourrait très justement expliquer l'optimisme béat des pro-européens de tous crins. Ainsi, deux jours avant le référendum britannique, M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors, ne craignait-il pas d'intituler son article dans *le Monde* : «*Bruxelles contre les peuples, une légende noire et non une réalité*»[1] et d'expliquer que «*contrairement à une idée reçue, les référendums européens ont été suivis d'effets, et ce sera aussi le cas le 23 juin. Le déni de démocratie serait plutôt d'entériner la primauté d'un peuple sur les autres*». Comble de l'audace, il ose préciser : «*C'est seulement lorsque des "référendums de gouvernance" portant sur des enjeux plus indivisibles s'avèrent plus négatifs qu'il est plus délicat de prendre leur verdict en considération au niveau européens.*[…] *La solution politique doit être recherchée par un examen des raisons ayant poussé une majorité des votants à dire non lorsqu'elles ont un rapport direct avec le texte rejeté.*» D'où il déduit froidement que c'est «*cette stratégie qui a permis de transformer le traité constitutionnel de 2005 en traité de Lisbonne en l'expurgeant d'éléments qui avaient fait l'objet d'un rejet en France et aux Pays-Bas*».
Restant dans les vieux dictons, j'ajouterais bien à l'adresse de M. Bertoncini :«*voilà pourquoi votre fille est muette !*».

De l'autre côté de la Manche

Quatre jours après le Brexit, "l'élite" londonienne, (de farouches partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'union européenne) se réunissait à Londres dans les locaux de la British Academy pour chercher à comprendre ce qui s'était passé : certains mettaient en avant l'absence d'un leader travailliste d'envergure, d'autres les chiffres fantaisistes de la contribution du Royaume-Uni au budget de Bruxelles, ou le risque imaginaire de voir arriver des millions d'émigrés, l'hostilité de la presse… et l'ignorance poussée qu'ont les Britanniques du fonctionnement compliqué de l'UE. En bref tout semblait montrer que le parti conservateur était en majorité devenu eurosceptique, voire europhobe. Mais en bons pragmatiques, certains observaient que «*ce vote s'inscrit dans la protestation qui se lève un peu partout dans le monde occidental contre les conséquences de la globalisation économique*»[2]. Une enquête récente[3] sur l'évolution de la société du Royaume-Uni montrait que plus de la moitié des Britanniques appartiennent toujours à la classe des travailleurs (ouvriers et employés), tout comme lors de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au début des années 1980. Si Londres est plus que jamais une ville prospère, créatrice d'emplois et de près de 45% de la richesse du pays, elle constitue une exception : il y a aussi le Nord-Est, région qui a, plus que d'autres, souffert des coupes budgétaires (initiées par le gouvernement conservateur, non pas par Bruxelles…), et où l'industrie est en ruines. Pas étonnant donc que ses habitants soient «*passés d'un vote depuis longtemps travailliste à un vote protestataire*», comme l'explique[4] l'ancien ministre travailliste des affaires européennes Denis Macshane : «*Il y a trois éléments. D'abord, nous avons eu une propagande anti-européenne qui n'a, je pense, pas d'équivalent en France. Il suffit d'ouvrir un journal, qu'il s'agisse d'un tabloïd ou d'une édition sérieuse comme le* Times *ou le* Daily Telegraph*, pour voir, tous les jours, cette propagande anti-européenne. Ensuite, au Royaume-Uni, comme partout en Europe, nos travailleurs se sentent réellement laissés pour compte. Pour eux, l'Europe n'est que pour les riches et les diplômés*[5]*. Avec l'arrivée massive de travailleurs venus des autres pays européens et celle des réfugiés, avec les mensonges des partisans du "out" (comme, par exemple, l'intégration imminente de la Turquie à l'UE…), ils ont été guidés par la peur. Enfin, il y a l'état dans lequel se trouve l'Europe elle-même : nous regardons la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne… et nous nous demandons : où est la croissance ? Où sont les réformes nécessaires ? Y a-t-il un projet, une volonté ? Les réponses à ces questions ont cruellement manqué et contribué à propager une image négative de l'Europe*».
Il en faut plus pour ébranler les certitudes du *Monde* qui titrait le 16 juillet *Regain du sentiment pro-européen après le Brexit* en s'appuyant sur une enquête IFOP menée dans six pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Pologne) soigneusement sélectionnés. «*L'euroscepticisme est en déclin, même à l'extrême-droite*», ajoutait-il. (Ce qui procède d'un sérieux optimisme quand on constate par ailleurs la progression,

non seulement européenne[6] mais aussi américaine (voir le succès de Donald Trump aux États-Unis), des idées et même des succès électoraux de l'extrême-droite).

Comme souvent, il faut aller chercher dans l'Histoire les racines du mal.

La mondialisation

Pourquoi le contrôle du mouvement des capitaux, orthodoxe en 1944, est-il devenu hérétique en 1977 ?

La littérature économique classique se focalise sur le rôle des États-Unis dans la promotion de la mondialisation financière, mais elle ne précise pas que les États-Unis ne s'intéressaient essentiellement qu'à des libéralisation bilatérales : *«Les responsables politiques américains n'ont jamais établi de règles multilatérales codifiant les normes de la mobilité du capital. Ce sont au contraire les politiciens européens et, parmi eux paradoxalement les Français, qui ont établi les règles les plus importantes de la libéralisation du mouvement des capitaux. L'Europe n'a pas capitulé face au capital ! Et ce sont les Européens qui ont organisé le régime financier globalisé, alors que les É-U ne s'intéressaient qu'à une mondialisation basée sur l'accumulation d'échanges bilatéraux»*[7].

Bien sûr, Margaret Thatcher et Donald Reagan ont ouvert la voie à cette "libéralisation" mondiale en popularisant les idées que le marché avait toujours raison, qu'il était donc plus efficace que l'État, qu'il fallait baisser les impôts (surtout pour les plus riches), réduire fortement les dépenses de l'État, déréguler la finance, autoriser les banques à créer librement des produits extraordinaires, spéculer sur n'importe quel produit, …et laisser les gens s'occuper eux-mêmes de leur retraite,… Mais il n'en reste pas moins vrai que les sociaux-démocrates européens se sont empressés de copier ce programme.

Dans les dernières décennies, l'intronisation de la libre circulation du capital comme norme politique, par l'UE, l'Organisation de Développement et de Coopération Economiques (OCDE) et le Fonds Monétaire International (FMI), a été incontestablement la décision la plus néfaste pour l'économie mondiale. Ce travail a été engagé à la fin des années 1980 et au début des années 1990 non pas par des idéologues du marché libre mais par des technocrates français comme Jacques Delors (pour la Commission européenne) et par Henri Chavranski (pour l'OCDE) qui étaient tous deux étroitement liés au parti socialiste français. De même aux États-Unis, ce sont des technocrates associés au très keynésien parti démocrate comme Lawrence Summers (ancien président du conseil économique des États-Unis) qui ont mené le combat de la dérégulation financière. Il semble que les technocrates du Parti socialiste français aient conclu de l'expérience keynésienne manquée de Mitterrand au début des années 1980 que la gestion de l'économie nationale n'était plus possible et qu'il n'existait pas d'alternative valable à la mondialisation financière. À leur avis, ce qu'on pouvait faire de mieux c'était de promulguer des règles pour l'ensemble de l'Europe de façon à empêcher des nations puissantes, comme l'Allemagne ou les États-Unis d'imposer les leurs. Ce qu'ils firent. Dès lors, la primauté de l'économie fut proclamée : *«les agences de notation, les gestionnaires de fonds, prirent le pas sur les politiques : l'évasion fiscale et les investissement dans des paradis fiscaux devinrent de sages démarches, car la compétition ainsi créée accroît la pression sur les gouvernement afin qu'ils réduisent les taxes et les impôts, et satisfait les marchés… L'impérialisme de la finance est tel qu'aujourd'hui les élus rongent leurs ongles dans l'attente de la réaction des marchés à leurs programmes !»*[6]

Il est vrai que, dès leur création, *«les institutions européennes sont devenues les meilleurs promoteurs de la mondialisation. Le marché unique et les accords commerciaux obtenus par la Commission européenne ont largement ouvert les portes de l'Europe à la mondialisation. En soi, a priori, il n'y a rien de mal à ça»*[8]. Mais, hier comme aujourd'hui, la mondialisation crée inévitablement des gagnants et des perdants et les institutions européennes n'ont rien fait pour organiser l'indispensable compensation pour les perdants. Elles n'ont en effet aucun pouvoir sur les politiques sociales qui sont restées du ressort des autorités nationales… dont les mains sont enchaînées par les règles fiscales établies par les institutions européennes. Qui plus est, depuis au moins cinq ans, la Commission européenne a imposé une austérité rigoureuse à tous les membres de l'Eurozone, provoquant une stagnation économique et une augmentation du chômage pour ceux qui étaient déjà durement touchés par la mondialisation. Rien de surprenant donc si ces perdants de la mondialisation se détournent de ces froides institutions européennes prêtes à condamner des millions de personnes à vivre dans la misère.

La révolte des perdants

La mondialisation ne fait pas que des perdants économiques. Elle affecte aussi tous ceux qu'elle prive d'avenir. Dans les vingt ou trente ans qui ont suivi la guerre, "l'ascenseur social" a très bien fonctionné : il a offert à de nombreux jeunes de la classe ouvrière ou de la classe moyenne des possibilités d'obtenir de "meilleures situations", d'arriver à des emplois plus qualifiés, mieux payés… Aujourd'hui, avec la financiarisation de l'économie mondiale et depuis la crise financière, les inégalités se sont fortement accentuées (quelques milliardaires possèdent autant que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres du monde), "l'ascenseur social" s'est arrêté et a même commencé à descendre de sorte que la jeune génération reste constamment sous pression pour simplement conserver sa modeste position. Tous ceux qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas maintenir leurs efforts plongent dans la précarité.

Le "marché libre et non faussé" fait en définitive

baisser le niveau de vie, ou même tomber dans la pauvreté, une fraction importante de la population mondiale. Ceux qui en sont victimes lancent des mouvements de protestation contre toute nouvelle progression des mesures de mondialisation et autres initiatives politiques telles que les programmes de libéralisation et de privatisation des services (l'eau, par exemple)… *«Ces mouvements anti-mondialisation – considérés comme des retours en arrière par l'establishment – continueront et feront voler en éclats les partis politiques, notamment ceux qui sont supposés les protéger de l'arbitraire des forces du marché. Beaucoup se sentent piégés et même des États-membres peuvent se sentir perdants»*[9].

On peut se demander si le Brexit n'est qu'un "accident" ou le prélude d'un effondrement de l'Union Européenne car nombre de ses dirigeants semblent ne pas être conscients de ce danger imminent : le Président du Conseil européen, Donald Tusk, écarte toute «utopie» sur l'Europe, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schaüble, a déjà dit que la réponse aux crises actuelles n'était pas plus d'intégration ; le président du Parlement européen, Martin Schulz, n'a rien trouvé de mieux que de proposer un "véritable gouvernement", sans programme précis, renforçant ainsi l'impression que Bruxelles ne s'occupe pas des perdants.

Et pourtant, avec l'appauvrissement croissant des classes moyennes et populaires des pays les plus riches du monde, le statut quo n'est plus tenable.

La fin d'un monde ?

Selon l'économiste David Lizoain, c'est l'extension de l'insécurité économique, l'anxiété culturelle et le désir de reprendre le contrôle de la souveraineté nationale qui ont provoqué le Brexit qui pourrait être en fait le symptôme d'un plus grand bouleversement : la fin du *"Premier Monde"*[10] dans lequel les économies stagnent, les inégalités augmentent et où les démocraties nationales sont contraintes par des forces externes corrompues par l'argent[11]. Le véritable coupable de ce bouleversement, ce n'est ni la mondialisation, ni les marchés, ni même le capitalisme, mais le "pouvoir politique" qui, par ses carences en matière de solidarité sociale, pousse les populations à se réfugier dans le nationalisme et le protectionnisme, avec en toile de fond, une anxiété culturelle qu'exploitent les démagogues de tous bords.

Le choc du Brexit montre à quel point les économistes et les hommes politiques ont sous-estimé la fragilité de la mondialisation. La révolte populaire en cours prend diverses formes qui se superposent : réaffirmation des identités locales ou nationales, demande d'un plus grand contrôle démocratique, de responsabilité, rejet des partis politiques centristes, méfiance des élites et des experts. Seuls quelques rares économistes avaient prévenu des conséquences qu'aurait l'extension de la globalisation économique : l'hypermondialisation du commerce et de la finance a mis en pièces les sociétés des États-nations.

Pour fonctionner, la démocratie a besoin de frontières. Aujourd'hui, les deux grands défis du monde globalisé consistent à réguler les flux de capitaux et les flux de réfugiés qui ne sont évidemment pas équilibrés : les capitaux n'ont pas besoin de visa pour voyager, tandis que les pauvres sont majoritairement contraints à émigrer vers les pays les plus riches. La crise provoquée par les migrations en Europe montre que ce ne sont pas les migrants eux-mêmes qui constituent le plus grand problème, mais la réponse politique que génère leur présence. Et dans le contexte d'anxiété économique généralisée dans lequel nous vivons, plus de migrations offre plus d'occasions à la droite radicale d'accroître son influence.

Malheureusement, ce n'est qu'un début, car avec le changement climatique qui s'affirme, les flux migratoires vont encore croître fortement : des dizaines, puis des centaines de millions de personnes seront déplacées. La droite radicale proposera une Europe fortifiée et un apartheid écologique. Pour ne pas en arriver là et préserver nos libertés il faut plus de solidarité sociale à la fois dans les pays et entre les pays, ce qui implique de meilleurs mécanismes de distribution des richesses. Qui plus est, une rapide "décarbonisation" des économies riches est indispensable pour sauver la planète. Prendre le changement climatique sérieusement devient désormais un impératif moral mais aussi une question d'intérêt personnel.

Jean-Pierre MON

Références :

1. *Le Monde*, 22/06/2016.
2. *Le Monde*, 06/07/2016.
3. *Daily Telegraph*, 30/06/2016.
4. Denis Macshane, ancien ministre travailliste des affaires européennes, www.touteleurope.eu, 24/06/-2016.
5. *«Qu'est-ce que ça veut dire pour les oubliés du Nord-Est les programmes Erasmus, les échanges scientifiques ?»* demandait la romancière Helen Harris, lors de la réunion à la British Academy.
6. *A New Economic Paradigm To Fight Populism*, Thomas Fricke, *Social Europe*, 21/06/2016
7. Rawi Abdelal, *Writing the rules of global finance: France,Europe, and capital liberalization*, Review of International Political Economy 13:1, Février 2006.
8. *L'UE doit être du côté des perdants de la Mondialisation*, Paul de Grauwe, *Social Europe*, 04/07/2016.
9. *Le crépuscule des Dieux*, Wolfgang Kowalsky, *Social Europe*, 14/07/2016.
10. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, me *"Premier Monde"* désignait l'ensemble des riches démocraties industrielles occidentales à économie de marché que Churchill appelait "Monde Libre" par opposition au bloc de l'Est "socialiste" à économie planifiée.
11. *Brexit shows us what real First World problems look like*, David Lizoain, *Social Europe*, 18/07/2016.

Qui a prononcé ces paroles, le 25 avril 2016, à la conférence environnementale :

«La France sera également très vigilante [...] pour que les négociations internationales futures, les accords commerciaux, ne remettent pas en cause, de manière subreptice, les avancées qui ont été décidées lors de la COP21 [...]
Je ne vois pas comment [...] la France pourrait signer des traités commerciaux si les chapitres relatifs au développement durable ne sont pas contraignants.» **?**

Le carnaval des animaux

Le 14ème cycle des négociations du traité de libre échange entre l'UE et les États-Unis, désigné par différents sigles (TTIP, TAFTA, …) et que nous avons dénoncé à maintes reprises (voir *GR* 1150, *GR* 1158, *GR* 1163, …) a commencé à Bruxelles ce lundi 11 juillet.

Grâce à une fuite, les associations ATTAC et AITEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs) avaient réussi à obtenir un document daté du 23 juin 2016, comportant le texte du chapitre *Énergie et matières premières* qui doit y être proposé aux négociateurs. Elles, elles l'ont publié.

Les précisions contenues dans ce document ont permis de constater que l'UE cherche toujours à encourager le commerce des énergies fossiles, donc à en inciter l'extraction. Outre qu'il renforcerait la dépendance de l'économie européenne à leur importation, ce traité y priverait les pouvoirs publics de tous les leviers qui permettent de contrôler la protection du climat et de l'environnement, de soutenir le développement des énergies renouvelables et de mener une politique efficace de sobriété énergétique. De plus, l'autre objectif principal exprimé par la Commission européenne dans ce texte est de «*créer un précédent*» en déterminant *pour l'avenir* les normes à suivre à l'échelle mondiale. La poursuite de ces négociations confirme donc, encore une fois et comme nous l'avons bien dénoncé, la primauté du "business" sur l'urgence climatique, en pleine contradiction avec les engagements de l'accord de Paris, signé à l'issue de la COP 21.

La "société civile", tentant de réagir, a lancé contre ces traités une vague d'actions dénommée *TTIP Game over !* (= "TTIP : le jeu est fini !") dont les manifestations sont très diverses (voir photo ci-dessous), auxquelles les grands média ne font en général, nul écho.

gigantesque affichage en Italie (à Milan)

La veille de la reprise des négociations, le dimanche 10 juillet, avait lieu la finale de l'euro de foot. La place De Broukère, à Bruxelles, était dominée par un grand écran portant haut et loin la publicité de Coca-Cola… dont le logo a subitement disparu, remplacé par ce message : *No more negociations, no more free trade deals, it is time for action* (= plus de négociations, plus d'accords de libre échange, il est temps d'agir»). Un groupe des *TTIP game over !* dénommé *"écran de fumée"*, avait réussi la substitution. Selon l'un de ces participants : *«cette action vise également à pointer du doigt les grandes publicités qui polluent notre espace public et qui sont de plus en plus présentes sans que le citoyen puisse choisir de ne pas les voir ; elles constituent une intrusion de plus des multinationales dans l'espace public.»*

Bien que tout ait été fait pour que leur lieu de réunion soit tenu secret, les négociateurs qui se tenaient à huis clos ce 11 juillet au centre A. Borschette à Bruxelles ont eu la surprise de voir leur périmètre de sécurité envahi par des crocodiles et plusieurs dizaines d'autres animaux, armés de légumes qui dansaient au rythme de la musique du classique *Carnaval des animaux* !

Les activistes de EZLN voulaient, par ce happening symbolique et humoristique, incarner «*la nature qui se défend*», comme ils l'avaient déjà fait plus tôt dans un des bâtiments de la Direction Générale de la Commission Européenne.

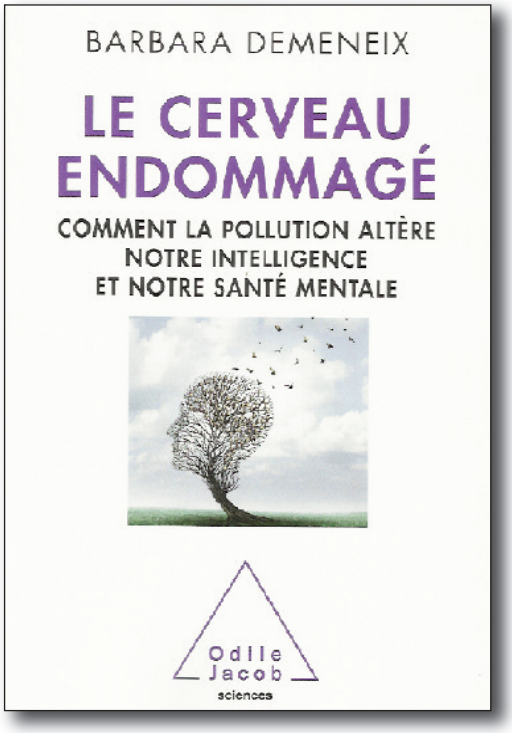
Voici la déclaration de la sous-commandante Pingouin : «*Nous étions prêts à nous faire arrêter aujourd'hui car nous savons à quel point ils veulent préserver le secret sur ces négociations et à quel point ils sont déterminés à faire passer la TTIP de manière anti-démocratique. Les responsables politiques sur ce dossier font semblant de ne pas voir l'opposition citoyenne à ce traité, ils ignorent les pétitions et les manifestations... Nous n'avons plus d'autres moyens aujourd'hui que de mener ce genre d'actions afin qu'ils interrompent les négociations et qu'ils enterrent ce projet liberticide et écocide.»*

Chefs d'œuvre en péril !

En lisant *Le cerveau endommagé,* traduction d'un livre de Barbara Demeneix, j'ai d'abord été étonnée du niveau des connaissances acquises aujourd'hui dans un domaine pour moi inconnu !

Il est devenu banal de s'émerveiller sur le fait que l'intelligence humaine est capable d'expédier bien au-delà de notre galaxie des engins porteurs d'instruments qui transmettent de si loin leurs observations. On n'est pas plus étonné que soient reeçues des images à haute résolution de la surface de Pluton que d'apprendre qu'est en préparation le projet d'envoyer des êtres humains sur Mars ! Or, vers l'autre infini, celui de l'infiniment petit, les découvertes récentes sont au moins aussi formidables : c'est époustouflant, par exemple, ce que l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (l'IRMf) permet de découvrir de l'incroyable complexité du cerveau et de la prodigieuse organisation de son fonctionnement ! Et dans un autre domaine, avec d'autres procédés, voici que les chercheurs sont capables de déceler le rôle joué sur tout le corps humain par un seul atome, par exemple au sein d'un gène ou d'une glande comme la thyroïde !

Le titre anglais du livre cité est *Losing our minds*, dont le sens pourrait s'exprimer par *Nous sommes entrain de perdre notre intelligence* et son auteure est une sommité en matière d'endocrinologie. Elle montre que des chercheurs sont parvenus à comprendre à quel point, pendant la formation d'un cerveau (et dès les trois premiers mois de la gestation), la présence d'un seul atome d'iode, en un site bien précis de la molécule d'une hormone thyroïdienne, est déterminante. Ce sont en effet ces hormones qui, chez tous les vertébrés, régulent le métabolisme énergétique, contrôlent les fonctions de nombreux organes et d'abord… le développement du cerveau. De sorte que l'absence d'un simple atome d'iode entraîne des malformations, définitives parce qu'irrémédiables, et aussi graves que le crétinisme ou l'autisme.



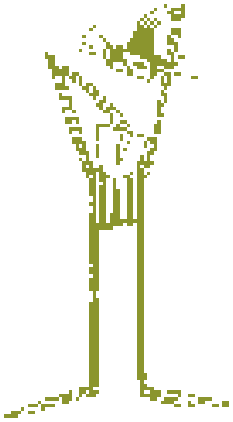
À la suite de ces découvertes, l'Organisation Mondiale de la Santé s'était fixé la mission d'avoir, en 2000, achevé d'éliminer les carences en iode et les déficiences mentales qu'elles provoquent. La consommation de sel iodé a donc été développée et celle des fruits de mer, recommandée.

Malgré cela hélas, non seulement ces carences existent toujours, mais elles augmentent dans certains pays industrialisés, y compris en Europe !

[À l'appui de cette information, un article du *Monde Science et médecine* du 13 juillet dernier vient justement de publier des chiffres éloquents sur la croissance du nombre d'enfants autistes diagnostiqués : en France, le nombre de personnes touchées est évalué à 600.000, il y aurait 8.000 cas nouveaux chaque année ; aux États-Unis, alors qu'en 1970, un enfant sur 2.500 était touché, on en signale maintenant en moyenne un sur 45, soit plus de 55 fois plus !

Or pas plus de la moitié de cette croissance ne peut être expliquée par les progrés dans le diagnostic.]

L'autisme n'est qu'un symptôme parmi d'autres, même si c'est celui qui connaît la plus rapide expansion dans le monde. On constate une nette augmentation de toutes sortes d'anomalies du neurodéveloppement : troubles du comportement tels que déficit de l'attention et hyperactivité (TDA/H), troubles de l'apprentissage, pertes permanentes des capacités intellectuelles : la chute moyenne du QI (quo-



tient intellectuel) est manifeste : une baisse de 2% en dix ans a été observée dans six pays occidentaux, dont la France.

Titulaire en 1995 de la chaire de physiologie de notre Muséum national d'histoire naturelle, Barbara Demeneix lance l'alerte : c'est à un problème global que l'humanité doit faire face : l'attaque de ses facultés mentales.

Il faut de toute urgence, trouver comment l'enrayer, la stopper.

Cela fait plus de trente ans que des spécialistes défendent, «*année après année, l'idée selon laquelle la pollution environnementale affecte le potentiel intellectuel et le comportement des enfants*.» Barbara Demeneix en cite quelques uns, à commencer par le neurotoxicologue Bernard Weiss, qui, étudiant les effets du mercure (après la catastrophe de Minamata au Japon) et ceux d'additifs et de colorants alimentaires, fut «*l'un des premiers à avoir démontré l'existence d'un lien entre certains troubles comportementaux et plusieurs facteurs environnementaux aussi inutiles qu'aisément évitables*.» Elle évoque les écrits de Rachel Carson, qui dès les années 1960, dénonça les ravages des pesticides sur la biodiversité et alerta sur leurs effets possibles sur les humains.

Elle montre que les recherches en endocrinologie ont permis de comprendre que le fonctionnement des hormones thyroïdiennes (HT) peut être perturbé par de très nombreux facteurs. Elle décrit longuement, avec précision et beaucoup de détails techniques, les travaux qui ont montré de quelles lourdes pathologies sont responsables les perturbateurs endocriniens (PE), en particulier sur les HT. Elle donne un chiffre éloquent : les pathologies dues à seulement trois de ces PE (un pesticide, un plastifiant et un retardateur de flamme) coûtent chaque année la bagatelle de 157 milliards d'euros à l'UE. Et pourtant, elle constate que depuis dix ans, le financement de la recherche pour trouver des causes environnementales à l'autisme a été 250 fois inférieur à celui des travaux destinés à démontrer que cette maladie a une origine génétique. Elle suggère une raison à ce choix des décideurs, scientifiques ou politiques : s'il était démontré que l'autisme est transmis par les gènes, on pourrait évacuer l'idée qu'il s'agit d'un problème collectif. Hypothèse pourtant contredite par les découvertes récentes qui ont établi que «*les hormones thyroïdiennes sont un pont direct entre l'environnement et l'expression génétique*» : la synthèse des protéines, donc l'expression des gènes, peut être durablement modifiée par des facteurs chimiques, physiques ou microbiens de l'environnement.

L'endocrinologue anglaise, qui obtint en 2014 la médaille de l'innovation du CNRS, souligne l'importance des recherches sur les systèmes de contrôle que l'évolution a élaborés pour régir la distribution des hormones thyroïdiennes que les perturbateurs endocriniens peuvent affecter, et sur les modes d'action de la pollution de produits chimiques. Elle fait le point des connaissances établies au sujet de certains de ces derniers, tels que les dioxines et les PCB (très persistants, d'origine industrielle ims sont proches des dioxines produites par l'incinération des déchets), les composés perfluorés, les phtalates, le mercure (encore utilisé par des dentistes), les filtres ultraviolets, les retardateurs de flamme bromés ou non (dont on apprend ainsi qu'ils sont utilisés depuis des décennies sous plusieurs formes dans les équipements électroniques, les plastiques, les jouets, les peintures et les textiles divers tels que la mousse, les coussins, les moquettes et dont la production mondiale se serait élevée à 150.000 tonnes dès les années 1990), et tous les pesticides : dans la liste des 47 substances les plus dangereuses dressée par la convention de Roterdam (adoptée en 1998 par 152 pays), 33 étaient des pesticides…

Dans le *Monde Science et médecine,* l'article déjà cité ajoute à la liste des perturbateurs endocriniens chimiques et autres pesticides, des médicaments, en premier lieu le valpoate qui est prescrit contre l'épilepsie.

Un autre article signale que ces mêmes perturbateurs endocriniens tels que les PCB, BPA et dioxine, sont probablement responsables d'une nouvelle maladie (la MIH), inexistante avant 1980, qui touche 15 à 18% des enfants de 6 à 9 ans et se manifeste par des taches sur les premières dents permanentes. Or pour soigner les caries, dont celles provoquées par cette maladie, les matériaux utilisés dans les résines et amalgames dentaires peuvent contenir du BPA (les dentifrices aussi) ou des amalgames du mercure : c'est un cercle vicieux, d'autant plus que les fabricants ne sont pas obligés d'informer les professionnels sur ce que contiennent ces produits ainsi mis en bouche.

Ces résultats sont déjà suffisants pour montrer l'urgence d'intervenir pour mettre fin à la prolifération de ces nuisances.

Barbara Demeneix évoque donc des mesures qui ont été prises au niveau international.

Par exemple, elle rappelle que la convention de Stockholm, que 159 États ont ratifiée, s'est fixé pour objectif d'avoir réussi à éliminer les PCB d'ici 2028. Pendant dix ans, leur concentration a un peu diminué : en 2010, 35 pays (seulement) avaient fait état de progrès en ce sens. Mais maintenant c'est fini, cette concentration est stable, et malgré l'interdiction, il y a des stocks massifs de PCB, en plus des

décharges des usines de traitement des déchets, qui contaminent l'air, l'eau et les aliments, dans le monde entier.
Ainsi, les chercheurs scientifiques ont joué leur rôle, ils sont parvenus à situer les causes et les menaces d'un problème global, et ils ont lancé l'alerte, montré l'urgence et la gravité du danger qu'ils ont décelé.
C'est donc maintenant à nos "décideurs" d'y faire face en prenant les mesures urgentes et efficaces qui s'imposent.
En d'autres termes, il faut qu'ils déclarent l'"état d'urgence" sur ces questions sanitaires, et pas seulement à titre provisoire !
Mais, apparemment, mener des recherches extrêmement difficiles sur des phénomènes aussi complexes est encore plus facile qu'obtenir des décideurs qu'ils assument leurs responsabilités quand de gros enjeux financiers sont concernés…
Barbara Demeneix note qu'il suffit de trois mois pour obtenir la permission de commercialiser une substance aux États-Unis, mais qu'il faut plusieurs dizaines d'années pour obtenir qu'elle soit retirée du marché !
Elle rappelle par exemple qu'il a fallu une cinquantaine d'années pour vérifier que des maladies comme diabète, cancer et obésité sont favorisées par une exposition maternelle à certaines substances. Elle cite les effets des PCB, du DDT et ceux du distilbène : ce dernier a été prescrit pendant 20 ans aux femmes enceintes avant que soit publiquement reconnue sa forte incidence sur leurs enfants.
Alors dans un ultime chapitre, elle propose d'en finir «*avec le scénario du Joueur de flûte*». C'est un conte bien connu qu'elle évoque en ces termes, celui d'un musicien, qui, par son don de charmeur de rats, perd tous les enfants d'une ville en les entraînant hors les murs. Ce qu'elle commente en rappelant la raison qui a poussé le joueur de flûte : le conseil municipal, pour faire des économies, avait refuser de lui payer son dû. Ainsi conclut-elle, «*les enfants avaient été sacrifiés sur l'autel du gain financier*».
C'est bien ce qui se passe !
On vient en effet d'annoncer qu'au lieu d'interdire les néonicotinoïdes, avérés ultra toxiques pour la santé humaine, pour les abeilles et pour l'environnement, la Commission Européenne a proposé de multiplier par 4 le seuil de résidus de l'insecticide thiaclopride actuellement autorisé dans le miel!
Un autre article du *Monde Science et médecine* du 13 juillet, dénonçait la pression de subordination de Monsanto sur le comité éditorial de la revue "scientifique" (ou pas ?) *Food and chemical Toxicology* (en français : Toxicologie alimentaire et chimique) pour lui faire rétracter la publication d'une étude faite à l'Université de Caen qui montrait la toxicité d'un maïs transgénique de …Monsanto.
On peut bien, à titre personnel, quand on a le chance d'être informé d'un danger particulier, prendre certaines précautions, quand c'est possible, par exemple consommer du sel iodé (et pas du sel de mer parce qu'il ne contient pas d'iode, et en ajoutant le sel iodé dans les aliments après cuisson et non pas avant, il s'évaporerait !). Mais on voit combien c'est loin, très très loin d'être suffisant si la course au profit reste la loi suprême qui dirige les activités économiques ! C'est cette motivation qu'il faut éradiquer des esprits.
Ce que, dans un dernier chapitre, Barbara Demeneix exprime en ces termes : «*il est urgent de mettre en place des actions collectives pour contrer l'inertie des élus et des législateurs, et la collusion des groupes de pressions des industriels*.»

Marie-Louise DUBOIN

PS. Il n'y a pas que ces produits qui empêchent le développement des cerveaux humains : la télévision empêche celui de l'imagination, les calculettes dispensent de l'entraînement du calcul mental, téléphone portable, écriture digitale et correcteur orthographique priveront les générations prochaines de savoir écrire, voire de parler correctement au moins une langue, Google dispense de faire le moindre effort pour développer la mémoire, etc.
Quand la machine automatisée est utilisée pour dispenser l'homme d'efforts physiques qui l'épuisent ou le déforment, cela peut être un plus à condition de lui permettre d'avoir d'autres activités, dont celle de décider et de faire des choix, et qu'il sache développer ses muscles par la pratique intelligente d'exercices physiques.
Par contre, si la machine automatisée est utilisée sans réflexion, et commercialisée avec d'autres objectifs, le risque est grand pour l'humanité d'une régression catastrophique de ces formidables possibilités intellectuelles qui lui ont permis d'arriver au niveau de ses connaissances actuelles.
À première vue, le réflexe optimiste peut consister à dire : le cerveau humain est si puissant que ce sont d'autres facultés qu'il inventera et qui se développeront : l'imprimerie n'a pas empêché l'écriture. C'est faire preuve d'une croyance a priori qui n'st pas soutenable parce que c'est tenir pour négligeable une différence essentielle : l'imprimerie ne pouvait pas empêcher le développement du cerveau, tout au contraire : en augmentant la diffusion des connaissances et des idées elle a même permis de le développer encore plus.

AU FIL DES JOURS

L'urgence de l'inutile

Sous ce titre, *Téléobs* du 20 juillet a publié un «*appel contre les discours bêtes*», sous forme d'un article de Jean-Claude Guillebaud que tout le monde devrait méditer !

Citant d'abord André Gorz dans *L'Immatériel :* «*c'est la culture qui ne sert à rien qui, seule, rend une société capable de se poser des questions sur les changements qui s'opèrent en elle et de leur imprimer un sens*», Guillebaud y dénonce le malaise d'aujourd'hui, fondé sur «*le refus des régressions déguisées en progrès*». Derrière le zèle des cadres ou employés qu'on peut voir dès l'aurore dans les TGV, penchés sur leur micro-ordinateurs, «*immergés dans des logiques d'efficacité ou de marketing*», il voit que se cache l'inquiètude, révélatrice du «*climat de l'époque : la peur, le souci de rendement personnel, la crainte de ne pas être performant*»… La persistance d'un chômage massif a généré des conséquences en chaîne, dont «*à côté des 5 ou 6 millions de personnes* (en France) *affectées directement*, pour *des millions d'autres* qui *en souffrent indirectement : la peur*»… Or «*une société qui a peur est une société qui se durcit. L'autre, dès lors, est d'abord un concurrent potentiel, un rival, un ennemi… Cette peur est aggravée par les nouveaux codes sociaux et leurs adjonctions : produire, réussir, gagner, vendre… Cette cruauté barbare s'applique à tous les domaines, toutes les classes d'âge et toutes les catégories.*»

N'est-ce pas un autre effet de cette peur, de ce besoin d'assurance, du culte de la performance que met à profit la foule de tous ceux qui vivent du commerce du foot, des jeux olympiques, etc, etc ?

Et des armes ?

De quoi être fiers ?

N'est-ce pas cette même peur qui poussait les hommes à faire la queue devant un stand du 25ème salon ***Eurosatoty*** pour essayer une mitraillette en tirant sur des bouteilles comme dans une joyeuse fête foraine (heureusement interdite aux moins de… 16 ans !).

Quel prestigieux succès, ce salon du commerce des armements qui s'est tenu le mois dernier à Villepinte, près de Paris !

Venus de 56 pays, plus de 1.500 exposants sur 174.000 mètres carrés montraient fièrement chars de combat, fusils d'assaut et drônes dernier cri.

Même la Russie, l'Ukraine et la Chine étaient présents… alors que ces pays, soumis à un embargo par l'Union Européenne, y sont interdits de vente d'armes !

Deux journalistes du *Monde* y ont repéré un fournisseur français d'uniformes militaires qui est soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin pour obtenir du Gabon un contrat de 7 millions d'euros. Ils ont aussi remarqué les modèles présentés fièrement par deux entreprises qui ont été épinglées par *Amnesty International* pour avoir fourni du matériel à la coalition militaire saoudienne engagée au Yémen.

On voit, par ce succès d'Eurosatory, que le commerce des armes peut bien s'appuyer sur des pots de vin pour alimenter toutes les guerres du monde et continuer à mépriser les droits de l'homme, parce que ce qui compte c'est que l'industrie des armes soutient notre sacro-sainte "balance commerciale". En effet, les pays les plus grands exportateurs d'armes sont, dans l'ordre, d'abord les États-Unis (près de 20 milliards d'euros), la Russie (plus de 7 milliards) puis l'Allemagne et la France, pratiquement à égalité (4,8 milliards).

Ce sont donc les industriels français, américains et allemands qui tenaient le haut de l'affiche à Villepinte.

Et comme en outre la fabrication et le commerce des armements "donnent" du travail à beaucoup de monde, les syndicats ne peuvent qu'être fiers des performances de la France.

Ce que peut l'histoire

C'était le titre qu'avait donné l'historien Patrick Boucheron à sa leçon inaugurale au Collège de France. Il en débat avec un journaliste de l'*Obs*[1]. «*Dans le désarroi où nous étions tous*[2], *je me devais*, dit-il, *de rappeler que l'histoire – comme discipline autant que comme émotion collective – n'est pas là seulement pour nous rassurer sur la clôture de nos identités, mais qu'elle peut aussi nous ouvrir l'avenir de façon bienveillante. Comment ? En mettant à la disposition de tous ce qui, dans le passé, a été riche d'avenir en exposant ce que l'on pourrait appeler ses "potentialités inadvenues". C'est un puissant moyen pour résister à notre présent arrogant qui bouche l'horizon et nous réduit à un petit nous étriqué.[…] Aujourd'hui, l'Occident n'est plus le mètre étalon de l'histoire du monde. Il faut dépayser l'histoire de France et de l'Europe*».

Au journaliste qui lui rappellait la forte demande pour une histoire rassurante qui glorifie l'identité française, il a répondu qu'il s'agit en réalité «*d'une béquille historique s'appuyant sur le passé dans la nostalgie factice d'une "grande France", que la recherche historique ne permet justement pas cet usage de l'histoire et que ce n'est pas une question de droite ou de gauche…. L'histoire n'acclame pas, elle ne conforte ni les célébrités, ni les identités, ni les continuités mais au contraire les désacralise. Sa démarche finit toujours par déjouer les croyances. C'est ainsi et c'est sa grandeur*».

M-L D. et J-P M.

1. E.Aeschimann *l'Obs*, 7-13/07/2016

2. *C'était un mois après les attentats du 13 novembre.*

Nous avons reçu un manifeste proposé par une "Commission écologie et climat de Nuit Debout" selon laquelle «il ouvrre des possibilités et pose des principes, il est évolutif et participatif». Nous le reproduisons ci-dessous pour offrir à nos lecteurs matière à réflexion et discussion :

Pour Rémi Fraisse : Debout pour une démocratie écologique !

Crises climatique, de la biodiversité, des ressources, pollutions et perturbations des cycles naturels, la crise écologique est globale. L'humanité est aujourd'hui placée devant un choix qui détermine son avenir. Tout est lié. Les politiques actuelles conduisent à la destruction de l'être humain et de la planète. Mais si nous renversons la perspective, la convergence des luttes sociales et écologiques trouvera des solutions à travers l'écologie.

Les objectifs sont les mêmes : lutter contre la violence des inégalités et des injustices qui frappent d'abord les plus pauvres. L'écologie est une voie pour reconstruire une société non seulement vivable, mais plus juste.

Les capitalistes ont bien compris l'enjeu, car oui, c'est leur business que nous menaçons ! Celui des énergies les plus néfastes, celui du commerce international le plus brutal. Mais la modernité, ce n'est pas la croissance infinie, même repeinte en vert, c'est une transition écologique sérieuse, qui rompe avec le capitalisme du désastre et de la démesure. Nous devons apprendre à vivre dans les limites des ressources de la planète. Les irresponsables, ce sont ceux qui précipitent l'humanité sur des chemins désastreux, pas nous.

Ce qui émane de Nuit debout, c'est l'idée qu'en venant à la rencontre des autres, en partageant, en agrégeant connaissances et ressentis, chacun de nous vient s'éveiller à la société qui l'entoure et se réapproprier la politique. Nous croyons que la formidable mise en commun des énergies que nous vivons ici peut infuser en chacun de nous.

L'écologie n'est pas seulement environnementale et sociale, c'est aussi une écologie sensible, de l'attention, une écologie libératrice ! Ainsi, la culture, l'art, la poésie seront essentiels pour dépasser les discours factuels. Face à un monde fini, nous faisons le pari que les ressources de l'être humain, celles de l'intelligence et celles du coeur, elles, sont infinies.

Notre écologie est une écologie d'en bas, par nos choix, par des propositions citoyennes locales et collectives. Face à l'effondrement, à la crise écologique et climatique, nous mettons en place une transition écologique fondée sur la résilience. Nous n'avons pas la prétention de dire ce qu'il faut faire, car ces démarches existent déjà. Aussi, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés, personnelles, citoyennes, associatives, pour promouvoir ici même ces propositions. Nous avons besoin, contre l'effondrement, de construire un projet en repensant le monde à partir de nos aspirations à une émancipation citoyenne, sociale et écologiste. Les orientations présentées dans ce manifeste s'inscrivent dans la construction de ce destin commun.

Rendre possibles nos rêves :
Debout pour une transition énergétique !

Depuis la révolution industrielle, nos sociétés se sont développées grâce à une consommation toujours plus importante de ressources énergétiques. Ce système atteint aujourd'hui ses limites sans pour autant bénéficier à tous : 20 % des humains consomment 80% des ressources[1]. Face aux crises énergétique et climatique, nous devons préparer dés aujourd'hui des sociétés justes, sobres en énergie et approvisionnées à 100 % par les énergies renouvelables à partir des scénarios existants.

Pour la justice climatique, vers la fin des énergies fossiles

La COP 21 a été un leurre médiatique et diplomatique. La limite des 2 degrés de réchauffement est déjà en train d'être dépassée. Il s'agit d'inverser la tendance en imposant un moratoire international sur toute nouvelle exploration d'énergies fossiles, en mettant fin aux subventions publiques, directes et indirectes, et aux prêts bancaires versés aux acteurs du secteur des combustibles fossiles (pétrole, gaz de schiste, charbon). Il s'agit d'inciter les collectivités territoriales et les institutions à se désengager de ce secteur en pratiquant une politique active de désinvestissement.

Pour la sortie programmée du nucléaire :

Après Tchernobyl et Fukushima, il est inadmissible, et irresponsable en particulier pour les générations futures, de continuer à promouvoir le mythe de l'énergie nucléaire soit disant propre et à faible coût. La dangerosité de cette technique, la difficulté du démantèlement et de la gestion des déchets, ne sont plus à démontrer. Nous voulons la transparence totale sur la filière nucléaire et exigeons la fermeture immédiate des réacteurs de plus de trente ans et l'arrêt de la construction des EPR. Vers le développement des énergies renouvelables citoyennes et décentralisées Il est possible d'aller vers les 100 % d'énergies renouvelables. La France est en retard. Toutes les subventions allant au nucléaire doivent aller au renouvelable : éolien, solaire, énergie marine, biomasse, hydrogène. Des solutions pour consommer localement du renouvelable existent, développons les !

Vers la sobriété énergétique

Indispensable pour réussir une transition énergétique vers 100% renouvelables. Cela implique un changement radical de type de production, de consommation et de comportement individuel. La production de biens doit être limitée au nécessaire, à ce qui est durable, réparable, à l'empreinte carbone minimale.

Vers l'efficacité énergétique

Réduire le besoin énergétique passe d'abord par la sobriété, mais nécessite également d'optimiser les systèmes en amont. Par exemple, le bâtiment représente 44% des consommations d'énergie primaire. L'efficacité énergétique passera par la construction et la rénovation de bâtiments économes (isolation, conception bioclimatique, système de chauffage performant, etc.).

Pour des modes de transports plus économes

en énergie, en espace, en paysages et en vies humaines, réduire les besoins de déplacements en rapprochant le lieu de travail de l'habitat, réduire la place de l'automobile dans la cité, favoriser le ferroutage, développer les lignes SNCF de banlieue et les lignes transversales des TER régionaux, en finir avec le programme autoroutier !

Debout pour une l'agriculture paysanne et une bonne alimentation !

Après un demi-siècle de course au productivisme agricole, les conséquences sont désastreuses : élevages hors sol, dégradation des eaux et des sols, monocultures, engrais chimiques, pesticides, atteinte à la fertilité naturelle des terres, surconsommation d'eau, destruction de la biodiversité animale et végétale. L'agriculture industrielle n'est compétitive que parce qu'elle est placée sous la perfusion des subventions publiques. Dans le Sud, on crève de faim, dans le Nord, on crève de stress et de malbouffe. Les peuples doivent avoir le droit à leur souveraineté alimentaire.

Vers une agriculture paysanne biologique, locale et de saison

Il est vital de tourner la page du productivisme agricole et de réorienter l'agriculture vers la régulation équilibrée et équitable des échanges agricoles, le développement de produits de qualité accessibles à tous pour lutter contre la malbouffe et le soutien à une agriculture biologique paysanne et familiale.

Une agriculture non polluante, c'est une agriculture locale, qui fonctionne en circuit court. Que ce soit pour les matériaux qu'elle consomme (engrais, fumiers) ou pour les aliments qu'elle produit.

C'est une agriculture respectueuse des sols et de la faune. Elle favorise les méthodes naturelles pour repousser les nuisibles : zéro pesticide !

C'est une agriculture qui s'appuie sur des techniques de production naturelle et intelligente, interdisant toute culture d'OGM en plein champ, demandant moins d'espace et nécessitant l'usage d'un minimum de ressources : vive la permaculture !

C'est une agriculture qui crée des emplois agricoles avec des revenus suffisants pour les paysans en favorisant l'émergence d'exploitations d'un nouveau genre, plus modeste, où l'entraide et le libre accès des savoirs, des semences et des ressources est primordial.

C'est une agriculture qui lutte contre la privatisation du vivant, favorise le libre accès et le partage des savoirs agricoles et des semences et met fin aux subventions aux agro carburants

C'est une agriculture qui va vers la désindustrialisation de la production agro industrielle et promeut l'agri écologie

C'est une agriculture qui bannit l'élevage intensif, polluant et imposant sur le marché ses produits nocifs pour la santé,

C'est une agriculture qui préserve le droit une alimentation saine et diversifiée, accessible à tous. Nous devons renouer avec la chaîne vertueuse de l'alimentation, lutter contre l'obésité, réduire la consommation de viande, avoir des cantines 100 % bio et zéro OGM dans nos assiettes.

Debout pour une société du bien vivre !

Notre état de santé dépend de la qualité de l'air que l'on respire, de l'eau que l'on boit, des produits que l'on mange, de la salubrité de notre logement, des nuisances sonores et du stress auquel nous sommes exposés au travail quand nous en avons. 23% des décès selon le dernier rapport de l'OMS sont dus à l'environnement. Nos vies ne sont pas des marchandises. Elles ne se négocient pas. Face à ce système, qui ne propose qu'intensification du travail, chômage et précarité, consommation ou misère, nous devons nous réapproprier nos vies.

Pour la justice environnementale, contre la pollution industrielle

Les produits toxiques dans les industries polluantes malgré le scandale de l'amiante qui a fait entre 100 et 150.000 morts sont toujours là. Ils entraînent la pollution de l'air et de l'eau. Nous devons en finir avec l'exposition aux substances chimiques nocives et à la pollution des ondes électro- magnétiques, refuser les installations dangereuses du type Seveso dans nos cités et instaurer un moratoire national sur la construction d'incinérateurs. La terre n'est pas une poubelle : il faut interdire les rejets chimiques dans la nature et la dispersion des déchets industriels en France et dans le monde.

Sortir de cette société de publicité propagande et de gaspillage généralisée

La rupture avec la société consumériste passe par la remise en question de la publicité marchande. C'est l'outil de base de ce système d'hyperconsommation dont il faut nous débarrasser. Elle incite à la consommation impulsive, aliène les esprits, et pollue notre vision. Il faut décoloniser notre imaginaire !

Contre l'obsolescence programmée, réduire, réutiliser, recycler, plutôt que jeter: les solutions sont là : production de produits recyclables, extension du système bonus malus aux produits électro ménagers, allongement de la garantie des produits, soutien au secteur de la réparation. C'est nous tous, consommateurs qui donnons tous les pouvoirs aux multinatio-

nales. Si tous ensemble, avec les paysans et les salariés qui produisent les richesses, nous exigeons des normes sociales et environnementales et refusons de consommer des produits inutiles et dangereux, nous serons les plus forts.

Pour la gratuité, développer une société basée sur l'échange, l'entraide, les SEL (Services d'Échanges Locaux) par la mise en commun et la mutualisation de pratiques, de savoirs et de compétences. Les expériences menées autour des logiciels libres, des Amap et des jardins partagés, des cantines et des épiceries solidaires, des recycleries et des monnaies locales inventent la société de demain. Des millions d'emplois peuvent être créés non seulement à travers les métiers verts mais aussi dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Respecter le bien-être et la condition animale. Les activités humaines impliquant l'exploitation d'animaux vivants doivent avoir pour souci constant d'éviter leur souffrance. Il en va de notre dignité. Nous devons interdire le commerce de fourrure d'animaux sauvages et en général les trafics d'animaux, supprimer l'utilisation des animaux dans la cosmétologie, l'industrie et l'armée, et la limiter drastiquement dans le cas de la recherche médicale.

Renforcer les droits à un environnement sain et la préservation des conditions de la vie humaine, animale et végétale. Contre le lobbying au service des grands groupes, instaurons le droit une expertise indépendante, pluraliste et citoyenne, la primauté du principe constitutionnel de non régression du droit à l'environnement sur les exigences économiques et le principe de la prise en compte de la finitude des ressources. Les crimes écologiques doivent être reconnus comme des crimes contre l'humanité. Un tribunal international pour les juger doit être instauré.

Pour une véritable éducation populaire à l'écologie et à l'environnement à tous les niveaux, de l'école primaire aux maisons de retraite.

Debout pour une économie écologique !

L'économie actuelle repose sur la dictature du court terme et le profit maximum, qui se traduisent par l'exploitation effrénée des êtres humains et de la nature. Une autre économie s'impose, reposant sur la mutation écologique de la société, et les biens communs, et constitue la seule issue réaliste. Pour éviter la catastrophe, la conversion écologique de l'économie doit commencer dés maintenant. Donner des milliards au patronat pour maintenir des industries polluantes ou délocalisables, développer des grands projets inutiles et coûteux ne fait que prolonger les causes de la crise, et va à l'encontre du principe écologique : «plus de liens et moins de biens». Nous devons mettre l'économie au service des êtres humains et dans le respect des écosystèmes. Aucune décision ne devra être adoptée sans prendre en compte la dimension écologique.

Relocalisation des activités économiques

Nous ne voulons plus manger des pommes produites à des milliers de kilomètres, ni porter des vêtements produits par des enfants en Chine ou au Bangladesh dans des usines de firmes délocalisées. La délocalisation est productrice de pollution par le transport, de chômage, de précarité ici et de catastrophes industrielles et de négation des droits sociaux là-bas. Nous avons besoin d'une économie reposant au maximum sur les circuits courts et tournée vers la réponse aux besoins locaux et non vers l'exportation et l'importation massives. Nous devons exiger des critères sociaux et environnementaux pour les produits importés Reconversion des industries inutiles et polluantes. Nous avons besoin d''activités socialement utiles. Nous nous prononçons notamment pour la reconversion des industries de l'armement qui font de la France un des principaux fauteurs de guerre, pour la reconversion des industries de l'automobile au service des transports en commun. Cette reconversion doit se faire en veillant au respect des territoires et des travailleurs, en s'assurant en particulier de leur formation et de leur reconversion.

Contre les grands projets inutiles et imposés

De Notre-Dame-des-Landes à la ligne LGV Lyon-Turin, de Sivens à Europacity, les ZAD se développent contre les Grands Projets Imposés, à la fois coûteux et inutiles. Aux citoyens de décider ce qui est socialement et écologiquement utile, pas aux lobbies et à l'État. Moratoire immédiat sur tous les grands projets inutiles. De la place de la République à Notre-Dame-des-Landes, organisons nos ZAD contre les bétonneurs, les spéculateurs, les promoteurs et les banquiers ! Ni chair à pollution, ni terre à béton, debout les zadistes, à la contre attaque !

Pour les Biens Communs, contre la financiarisation de la Nature et la surexploitation des ressources

La croissance «verte» transforme la nature en une entreprise géante, productrice de services contrôlés par quelques firmes et fonds financiers. Du stockage du carbone corrompu par le marché des droits à polluer à la privatisation de la gestion de l'eau, les droits des populations et de la terre sont niés. Nous demandons l'interdiction de la spéculation sur les denrées alimentaires et de l'accaparement des terres agricoles par les États, les sociétés privées et l'agro-industrie. Le productivisme, c'est aussi la sur-pêche et la disparition des poissons. Nous devons lutter contre les flottes industrielles et leurs filets dérivants et restaurer les ressources halieutiques.

L'air, la terre, la mer sont des biens communs qui ne peuvent être privatisés par quelques uns. Ils doivent être rendus à tous et ne faire l'objet d'une quelconque marchandisation. Nos exigences : la gestion publique et citoyenne de l'eau, l'interdiction de la brevetabilité du vivant, le soutien aux luttes des peuples indigènes contre l'extractivisme, l'audit et la reconnaissance de la dette écologique

Pour une véritable fiscalité écologique favorable à l'environnement. Cette fiscalité à défaut d'interdiction et de réduction drastique des pollutions peut être fondée sur le principe pollueur / payeur. Elle passe entre autres par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières internationales et d'une

écotaxe sur les transports routiers.

Stop aux Traités de Libre-Echange, TAFTA et aux pouvoirs des multinationales :

Nous devons tout faire pour empêcher les accords de libre-échange et d'investissements… qui soumettent les peuples et les États à la volonté des multinationales. Fortes de leurs milliards, elles bafouent les droits sociaux, pillent les pays pauvres, polluent et rendent stériles les sols fertiles, et imposent leurs produits à la terre entière. Il faut les bloquer.

Conclusion

Pour une écologie conviviale, positive et debout

Il n'y a qu'une seule voie possible, celle de la société en mouvement et ses principes : la coopération contre la compétition, la démocratie contre les lobbies, la responsabilité contre la culpabilisation. Nous défendons une société du "vivre mieux" face à la tyrannie du "toujours plus". L'heure n'est pas à la résignation. Changer le monde, c'est l'affaire de tous !

Contact internet : **nuitdeboutclimat@riseup.net**

NOTE DE LA RÉDACTION POUR PARTICIPER AU DÉBAT :

Comment ne pas vouloir cette société du bien vivre ? Bien sûr qu'il faut mettre fin à l'usage des énergies dangereuses et non renouvelables, à la pollution industrielle, aux gaspillages, aux grands projets inutiles et aux traités de libre-échange qui ne peuvent que les développer encore plus ! Oui, il faut promouvoir une agriculture saine et respectueuse des animaux et des sols. Effectivement, tout ceci passe par la relocalisation des activités économiques et impose de repenser toute l'éducation.

Mais comment pourrait-on penser que de tels véritables changements peuvent être obtenus simplement par une «fiscalité écologique», voire même par des monnaies locales, tant que la monnaie bancaire reste un monopole privé ? Cette solution est totalement disproportionnée avec la puissance de la dictature financière qui règne sur le monde !

Ce qui manque encore à ce manifeste, c'est une profonde analyse des raisons qui sont la cause des dérives qu'il décrit. Il faut dire clairement que tous ces souhaits sont incompatibles avec la logique capitaliste, parce que celle-ci impose que toute activité économique soit motivée par l'appât d'un gain. Il en sera ainsi tant que des "investisseurs" seront aux commandes. L'affaire de tous, c'est d'abord de se débarrasser de cette mainmise sur leur destin !

Un titre de ce manifeste est : RENDRE POSSIBLES NOS RÊVES. Le rêve que nous faisons est que Nuit debout puisse proposer de remplacer L'ÉCHANGE (qui est le fondement du commerce, et même des SELS) par le PARTAGE. Est-ce possible ?

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs et lectrices de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

M. G. Petit 4 - Melle C. Vautier 14. Total : 28 euros. ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Voici des propos que certains diront pas très catholiques :

VIOLENCES

La confusion entre "déclencheur" et "cause" fait partie intégrante des processus de domination en participant à la dissimulation des causes structurelles. Elle permet en outre de légitimer la violence répressive. L'évêque brésilien Dom Helder Camara disait à ce sujet : «Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue.»

La négation de la violence institutionnelle dont parle Dom Helder Camara passe par la réduction de la violence à sa seule forme externalisée. Elle suppose l'occultation de la première réaction des victimes qui est souvent de retourner la violence contre soi ou contre ses proches. La violence institutionnelle fonctionne en effet sur la base de la dissimulation de l'agresseur par son inscription dans des mesures en apparence non violentes, mais qui ont des effets destructeurs sur l'existence des personnes qui les subissent. Ce n'est que lorsque la victime est en mesure de faire des liens, de repérer la source de cette violence invisible, de disposer d'une cible, etc., que sa réaction tend à s'orienter vers d'autres réponses. Que la colère des manifestants soit souvent virulente, qu'une partie d'entre eux l'exprime de manière plus radicale et cherche l'affrontement, etc., ces constats sont des évidences. Mais ces constats portent sur des conséquences dont les causes sont antérieures.

Paul Vincent, Paris

INFO-ALERTE, mise en garde hebdomadaire diffusée par le réseau anti-arnaques* :

Il fallait s'y attendre : l'engouement provoqué par la création, le 1er juillet, d'une liste d'opposition au démarchage téléphonique a engendré l'apparition de faux sites. Le vrai site gouvernemental est ***bloctel.gouv.fr*** *et l'inscription y est gratuite. Inversement, le site* ***bloctel.me*** *n'a aucun lien avec le site officiel et est payant : 1€ pendant la période d'essai puis 69€ par mois. Le procédé n'est pas nouveau : dans le passé, certains opportunistes avaient trouvé le filon pour facturer des informations relatives aux points de permis ou aux cartes grises en facturant des prestations qui pouvaient être obtenues gratuitement sur les sites officiels. Les escrocs savent surfer sur la vague de l'actualité.*

* association partenaire de l'UFC-Que-Choisir. Adresse postale : BP 60512, La Chapelle Saint Laurent, 79306 Bressuire cedex (contact@arnaques-infos.org). Site : www.arnaques-infos.org.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus chaque mois)*
DOM . . . . . .26 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
RÉGIME INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . .29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . 30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque, bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

•JE PROLONGE MON ABONNEMENT POUR.....
•JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....

ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire des majuscules)* :

M., Mme, ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

•JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE :..... SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (2 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).

• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

• D'anciens numéros sont disponibles (2 € l'un).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Lasserpe, Anne-Laure Witschger, Dédé

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http : //www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)